LA BOSNIE-HERZEGOVINE

Introduction historique :

Conflit et crimes en ex-Yougoslavie

La Bosnie-Herzegovine a été successivement romaine, slave, hongroise, ottomane, austro-hongroise et yougoslave. Héritage de cette longue histoire, ses populations, de langue serbo-croate, sont musulmanes sunnites, et chrétiennes catholiques ou orthodoxes.
Caractérisée par plusieurs guerres et dictatures, l'histoire de la Bosnie se construit à travers de multiples conflits : un pays émergeant de l'(ex-)Yougoslavie, comme expression de plusieurs fractures historiques et où les tensions ont été exacerbées par le politique.

Données générales[1]

Nom officiel :
Bosnie-Herzegovine
Capitale :
Sarajevo
Superficie :
51.129 km²
(1,6 fois le territoire de la Belgique)
Situation géographique :
État d'Europe du Sud, situé dans la péninsule des Balkans et entouré de la Croatie, de la Serbie et du Monténégro.
Très montagneuse et presque enclavée, la Bosnie est bordée de 20 km de côte longeant la mer Adriatique
Population :
3.752 millions d'habitants
Système politique :
République fédérale parlementaire comprenant 2 entités : la Fédération croato-musulmane de Bosnie-Herzegovine et la République serbe de Bosnie (Republika Srpska)
Chef de l'état :
Présidence collégiale tournante répartie entre Zeljko Komsic (Croate), Bakir Izetbegovic (Bosniaque) et Nebojsa Radmanovic (Serbe, actuel président)
IDH (Indice de développement humain) **:**
74e/187 pays
Habitants :
Bosniens (44 %), serbes (31 %), croates (17 %),…)[2]
Langues officielles :
Bosniaque, serbe et croate
Ressources naturelles :
Charbon, fer, zinc, nickel, manganèse, forêts, cuivre, chrome, plomb, énergie hydroélectrique

[1] PNUD 2011

[2] Ces chiffres résultent du dernier recensement de 1991. Aucune donnée fiable n'a été produite depuis mais un accord a été conclu entre les principaux partis du pays et un nouveau recensement aura lieu en 2013.

À LA FONTIÈRE DES DEUX EMPIRES

Après l'effondrement de l'empire romain les Goths puis des groupes slaves s'installent dans la région. Une partie des slaves se christianisent sous l'égide de l'église catholique de Rome, tandis qu'une autre partie se christianisent sous l'égide de l'église orthodoxe de Constantinople. En effet, à cette époque le christianisme s'était lentement divisé en deux branches : catholiques en Occident et orthodoxes en Orient. Cette division n'a pas donné lieu à des guerres de religion, mais la Bosnie-Herzegovine se trouvant précisément à la frontière entre ces deux empires, était donc influencée à la fois par l'Est et l'Ouest.

Après que le pays soit devenu byzantin en 1166, une grande révolte slave éclate. La Bosnie-Herzegovine sera le centre de cette révolte, à la fois religieuse et politique. En effet, une partie des slaves de la région avaient adopté la doctrine religieuse prêchée par le pope Bogomil (qui serait à l'origine des Cathares en France). Les Bogomiles souhaitent un royaume indépendant et obtiennent gain de cause en 1180. Le Royaume de Rama, première Bosnie indépendante, durera 23 ans. Toutefois, la religion Bogomile étant considérée comme une hérésie par les Eglises, **la Hongrie catholique** s'empare du pays en **1203** et impose la conversion à ses habitants, qui retournent au christianisme catholique ou orthodoxe.

LES PÉRIODES OTTOMANE ET AUTRICHIENNE

Pendant quelques trois cents ans, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman sont en forte rivalité en Europe orientale. Leurs armées respectives sont face à face, la ligne de contact se trouvant exactement là où se situe aujourd'hui la Bosnie. Cette ligne va, par ailleurs, redistribuer les confessions. La Bosnie subit donc les pressions de ces deux puissances voisines.

En 1463, l'Empire des turcs ottomans envahissent les Balkans et apportent avec eux l'Islam. La conversion des peuples vaincus n'était pas obligatoire mais rendue quasiment nécessaire par le fait que les non-musulmans ne jouissaient d'aucun droit, d'aucun pouvoir.

De 1463 à 1483, un tiers de la population, dont la grande majorité des Bogomiles se convertit donc à l'Islam, tandis que les autres peuples de la région (Croates et Serbes) préfèrent conserver leur religion, catholique pour les Croates et orthodoxe pour les Serbes. Face à la déliquescence de l'Empire Ottoman suite au conflit avec la Russie, les nations européennes se réunissent en 1878 lors du Congrès de Berlin afin de statuer sur les Balkans.

La Bosnie Herzegovine est alors placée sous la juridiction de l'Empire austro-hongrois, qui l'annexa en 1908. Les nationalismes s'accentuent durant cette période et notamment le nationalisme serbe[3].

Les conflits entre les autorités austro-hongroises et les serbes aboutirent à l'assassinat de l'héritier au trône d'Autriche-Hongrie, l'archiduc François-Ferdinand de Habsbourg, le 28 juin 1914 à Sarajevo, par un nationaliste serbe. Cet assassinat constituera un des éléments déclencheurs de la Première guerre mondiale.

LA PÉRIODE YOUGOSLAVE

D'un point de vue anthropologique, Serbes, Slovènes, Bosniaques et Croates partagent les mêmes racines. Ils parlent tous la même langue. Ce sont tous des slaves du sud. D'ailleurs, c'est le nom que prend le pays : Yougo-Slavie, pays des slaves du sud, au terme de la Première guerre mondiale, lorsque les deux Empires, ottoman et austro-hongrois, sont démantelés.

La Yougoslavie est fondée conformément au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, énoncé par le président américain Woodrow Wilson à l'issue de la Première guerre mondiale en 1918. Cette Yougoslavie sera d'abord un régime monarchique (le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes en 1918, puis le Royaume de Yougoslavie en 1929). Le véritable problème durant la première Yougoslavie, c'est l'instauration d'un État unitaire et centralisé dans les mains des Serbes, au détriment de l'idée fédérale et décentralisée prônée par les autres composantes de l'État surtout les Croates, mais aussi par les autres groupes qui ne sont pas reconnus, dont les Bosniaques (musulmans).

La Seconde guerre mondiale démantèle le Royaume de Yougoslavie en 1941, qui est alors occupé par les armées allemandes.

Les Oustachis, nationalistes croates, reçoivent alors des nazis le gouvernement d'un nouveau territoire : l'État indépendant croate qui s'étend sur la Bosnie-Herzegovine et la Croatie actuelle.

[3] Les nationalistes serbes revendiquent notamment l'union avec la Serbie voisine.

Les Oustachis instaurent alors une dictature sanglante qui entraine des persécutions à l'égard des Serbes (orthodoxes), des Juifs, et des Tziganes mais également à l'égard des Musulmans et des Croates opposés au régime. Deux mouvements de résistance voient également le jour : les Tchetniks, royalistes serbes, et les Partisans, communistes commandés par le croate Tito.

En 1945, la fin de la guerre et la victoire des Partisans entraîne la prise de pouvoir du Maréchal Tito et **la création en 1946 de la République fédérale populaire de Yougoslavie**. Cette République est composée de six républiques (Bosnie-Herzegovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie et Slovénie) et sa constitution accorde davantage d'autonomie aux républiques, en matière de langue et de personnel administratif notamment. Au travers de la création d'une fédération de républiques, l'idée du Maréchal Tito était d'essayer de diminuer les tensions ethniques et de calmer les nationalismes en proclamant l'égalité des nations.

La République fédérale socialiste de Yougoslavie est renommée comme telle en 1963 et sera dirigée par Tito jusqu'à sa mort en 1980.

La stratégie de Tito semblait fonctionner dans un premier temps, mais après la chute du mur de Berlin, en 1989, l'idéologie communiste est en perte de vitesse. Les idéaux et les questions nationalistes persistent. Dès lors, avec la mort de Tito et la chute de la ligue, le démantèlement de la Yougoslavie était inévitable, surtout dans un contexte de crise économique. La situation de la Yougoslavie, dépourvue de pouvoir exécutif central fort, évolue rapidement en une situation de blocage politique : des réformes sont nécessaires mais la décentralisation et l'autogestion ralentissent les prises de décisions et les intérêts des Républiques semblent inconciliables.

Les élections parlementaires de 1990 élisent une assemblée dominée par trois partis nationalistes, basés sur des critères ethniques, qui avaient formé une coalition pour prendre le pouvoir aux communistes[4].

La république fédérale éclate en 1991. Le 26 juin 1991, les républiques de Croatie et de Slovénie proclament leur indépendance et des combats éclatent dans les régions serbes de Croatie. La Macédoine proclame son indépendance en octobre. La Serbie et le Monténégro dominent dans les faits le pouvoir fédéral, déserté par les autres nationalités. En janvier 1992, alors qu'un cessez-le-feu croato-serbe a été conclu, l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie est reconnue.

La Bosnie est alors face à un dilemme : rester dans une Yougoslavie dominée par les Serbes ou déclarer son indépendance au risque d'accroître ses tensions internes.

Un référendum est organisé le 29 février 1992 pour savoir si la Bosnie reste dans une fédération yougoslave (choix majoritaire chez les Serbes) ou cherche à obtenir l'indépendance (choix majoritaire parmi les Bosniaques et les Croates). Les Serbes de Bosnie boycottent le référendum si bien que les résultats majoritaires sont en faveur de l'indépendance (68 %). La reconnaissance internationale de l'indépendance de la Bosnie-Herzegovine par la Communauté européenne et les États-Unis le 6 avril 1992 force alors l'armée fédérale yougoslave à quitter le territoire de Bosnie-Herzegovine. Ces évènements entrainent une escalade des tensions. **La guerre éclate à Sarajevo le 6 avril 1992**.

L'INDÉPENDANCE ET LA GUERRE

En effet, peu après l'annonce des résultats, des militants serbes armés dressent des barricades dans et autour de Sarajevo.

Toutefois, ce même 6 avril 1992, 60.000 personnes redescendent dans la rue, en faveur de la paix. Les snipers du chef bosno-serbe Radovan Karadzic tirent alors sur la foule opposée à ses projets.

Le siège de Sarajevo est le plus long siège de l'histoire de la guerre moderne (1992-1996). L'objectif de cette guerre est de gagner du territoire sur le nouvel état indépendant. Pour cela, la stratégie militaire utilisée sera de dire que partout où il y a un Croate, est instauré un territoire sous souveraineté croate. Et que partout où il y a un Serbe, est instaurée une souveraineté serbe. Donc, toute population non-serbe est déplacée de force ou tuée : c'est la purification ethnique. La fin que poursuivent les chefs militaires et les dirigeants politiques bosno-serbes est d'instaurer une « Grande Serbie », avec une continuité géographique sur la Croatie d'un coté, et sur la Serbie de l'autre.

En trois ans, de 1992 à 1995, le conflit fait plus de 100.000 morts, et pousse plus de trois millions de personnes sur les routes de l'exil.

Villes nettoyées de leurs populations par la force, viols de masse, bombardements répétés visant des civils, camps de détention, tortures. Les gouvernements européens et américains s'avèrent incapables d'arrêter les massacres[5].

[4] Ces partis communautaristes sont soutenus par certains pays de la Communauté européenne, notamment l'Allemagne et l'Italie.

[5] Cette guerre est le premier conflit post-guerre froide en Europe. L'Union Européenne est déstabilisée et se retrouve impuissante dans la gestion des conflits qui touchent l'ex-Yougoslavie. L'Union ne possède pas de véritable politique étrangère et de sécurité commune, ni de capacité militaire d'intervention commune à cette époque et dépend donc des États-Unis. Le rôle politique de l'Union européenne est donc resté modeste. Les Européens, notamment la France, la Grande Bretagne, les Pays-Bas, l'Italie, participent cependant aux missions de l'OTAN et envoient des soldats, sous l'égide des Nations unies.

Le 11 juillet 1995, les forces bosno-serbes de Radovan Karadzic et Ratko Mladic prennent l'enclave Srebrenica, zone que les Nations unies s'étaient pourtant engagées à protéger[6]. Dans les jours qui suivent, plus de 8.000 hommes musulmans (enfants et vieillards compris) seront exécutés. Ce massacre, le pire commis sur le sol européen depuis 1945, fait enfin réagir les pays occidentaux, qui poussent les belligérants à un accord de paix, signé en décembre 1995, à Dayton (Ohio, États-Unis).

LA FIN DE LA GUERRE ET SITUATION POST CONFLIT

Les accords de Dayton partagèrent la Bosnie-Herzegovine en deux entités autonomes :

- La Fédération de Bosnie et Herzegovine (51 % du territoire et 70 % de la population) ;
- La République serbe de Bosnie, aussi appelée Republika Srpska, (49 % du territoire et 25 % de la population).

Ces Accords valident politiquement les frontières obtenues militairement et, de fait, entérinent les résultats de la purification ethnique !

Dans le cadre des accords de paix de Dayton, une force internationale de maintien de la paix (IFOR) dirigée par l'OTAN intervint en Bosnie afin de mettre en place les aspects militaires de l'accord et de garantir la fin des hostilités. Les buts de l'IFOR sont globalement atteints mais la situation reste toutefois instable.

L'OTAN décide alors de déployer une force de stabilisation (Sfor) en décembre 1996, qui vise à instaurer des conditions de sécurité pour favoriser la reconstruction civile et politique. L'Eufor (force militaire de l'Union européenne) succède à la Sfor en décembre 2004.

Dans l'intervalle, un **tribunal pénal international** pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)[7] a été créé par le Conseil de sécurité de l'ONU, en 1993, afin de juger les suspects de génocide, crimes contre l'humanité, et crimes de guerre[8] commis dans l'ex-Yougoslavie depuis 1991. Le TPIY a mis en accusation 161 individus, et a condamné divers dirigeants (pour la plupart Serbes), pour « crimes de guerre », « génocide » et « crimes contre l'humanité » : Radislav Krstic, général bosno-serbe qui a mené l'assaut sur Srebrenica aux côtés de Ratko Mladic (chef de l'armée bosno-serbe, actuellement en procès), Radovan Karadzic, chef politique des Serbes de Bosnie durant la guerre et dont le procès a débuté en octobre 2009, ou encore Slobodan Milosevic, ancien président de l'ex-Yougolavie (décédé en prison, en 2006, avant la fin de son procès, commencé en 2002).

En 2006, la Cour internationale de Justice a rendu un arrêt qui qualifiait d'actes de génocide les massacres de Srebrenica de juillet 1995, et jugeait que la Serbie, en ne cherchant ni à empêcher le génocide, ni à punir les auteurs de ce crime, avait enfreint la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

La Croatie et la Serbie se sont excusées pour les atrocités commises contre les civils bosniaques.

Meurtri et traumatisé par ce conflit ayant causé au total plus de 100.000 victimes, tous camps confondus, la Bosnie-Herzegovine est toujours divisé, restant miné par les fractures politiques, religieuses, et ethniques, auxquels les Accords de Dayton n'ont pas mis fin.

[6] Dès février 1994, l'OTAN intervient en Bosnie-Herzegovine, à la demande de l'ONU et en support de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), déjà installée dans la zone depuis le début de la crise yougoslave en 1992.

[7] Cf. Support documentaire : Introduction sur la justice pénale internationale et à ses juridictions.

[8] Cf. Support documentaire : Les crimes de droit international.

Sources

- Pierre-Yves Condé, *L'Affaire du génocide.* Bosnie et Serbie devant la Cour internationale de Justice ou la dénonciation à l'épreuve du droit international, *Droit et cultures* [En ligne], 58, 2009-2, pp. 109-140, mis en ligne le 06 juillet 2010, consulté le 07 mars 2013. URL : http://droitcultures.revues.org/2126
- Le Nouvel Observateur : http://leplus.nouvelobs.com/contribution/520882-guerre-de-bosnie-verites-historiques-pour-comprendre-le-conflit.html
- Courrier international : http://www.courrierinternational.com/dossier/2012/11/08/quand-la-bosnie-etait-en-guerre
- Laurence Robin-Hunter, Le nettoyage ethnique en Bosnie-Herzegovine : buts atteints ?, *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 45 / 1 | 2005, pp. 35-43, mis en ligne le 19 mai 2009, consulté le 06 mars 2013. URL : http://rge.revues.org/580